



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

BCEAO

Les taux directeurs demeurent à 3,50% et 5,50%
Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BCEAO, lors de sa réunion du 11 septembre 2024, a décidé de maintenir les taux directeurs inchangés ... • (Page 04)

Togo / Climat des affaires

Enquête nationale de satisfaction du secteur privé
Le 3 septembre 2024 marque le début effectif de l'enquête de satisfaction du secteur privé, lancée il y a ... • (Page 05)

Togo / Concertation État-Secteur Privé

• (Page 03)

Des efforts de modernisation et de transparence



Afrique de l'Ouest

La CEDEAO lance l'Observatoire genre pour le suivi des programmes
Le Centre de développement du genre de la CEDEAO (CCDG) a lancé l'Observatoire du genre de la CEDEAO ... • (Page 02)

Master et Doctorat

Le Commonwealth met à la disposition du Togo des bourses d'études
La Commission des bourses du Commonwealth met à la disposition du Togo, des bourses d'études pour les grades Master et Doctorat. Les étudiants ... • (Pages 04)

Entreprises

Les Rencontres RH AfricSearch à Dakar les 6 et 7 novembre
Dans un contexte où la compétitivité des économies africaines est étroitement liée à la gestion efficace des talents, le groupe AfricSearch, leader ... • (Page 06)

Togo / Régulation de la commande publique

• (Page 04)

L'ARCOP lance l'audit des marchés publics de 2023

Togo

Le HCRRUN évalue son programme d'aides aux orphelins
Mise en place en 2022, le programme de bourses d'études et d'aides aux enfants bénéficiaires a fait l'objet d'une évaluation à mi-parcours les 10 et 11 ... • (Page 11)



DOCTOR OF BUSINESS ADMINISTRATION (DBA)
Devenez le stratège dont le monde des affaires a besoin avec notre DBA!

Décrochez une bourse de 60%

<https://bit.ly/BOURSEGUSTDBA>

direction@career-academyinstitute.com +228 92498888

Afrique de l'Ouest

La CEDEAO lance l'Observatoire genre pour le suivi des programmes

Le Centre de développement du genre de la CEDEAO (CCDG) a lancé l'Observatoire du genre de la CEDEAO (ECOGO) et les programmes du CCDG au Ghana le 6 septembre 2024, à Accra, au Ghana, avec le soutien du Programme de renforcement de la paix et de la stabilité régionales (SRPS) de l'USAID en Afrique de l'Ouest et du Centre de service régional du PNUD pour l'Afrique.

• Junior Aredola

L'Observatoire du genre de la CEDEAO est une plateforme numérique régionale pour le suivi, l'évaluation et le rapportage des programmes, projets et activités de la CEDEAO en matière de genre dans les États membres, ainsi qu'une base de données statistiques sur l'état de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans la région de la CEDEAO. Dans le cadre du lancement des programmes de genre de l'EGDC, un chèque de 245 000 dollars américain a été remis à la République du Ghana pour stimuler la mise en œuvre du programme de fistule obstétricale du CCDG dans le pays. En 2024, la CEDEAO a fourni un soutien financier à 8 États membres pour contribuer à l'éradication de la fistule obstétricale dans la région de la CEDEAO. Les fonds sont destinés à soutenir la mise en œuvre des quatre (4) composantes clés du programme Fistule, à savoir la réparation chirurgicale des femmes et des filles souffrant de fistule obstétricale, la réintégration socio-économique des survivantes de la fistule dans leurs communautés, les campagnes de sensibilisation sur les causes et la prévention de la fistule obstétricale, et la réhabilitation des centres nationaux de référence pour



la fistule. Dans son intervention, la Professeure Fatou Sow Sarr, Commissaire au développement humain et aux affaires sociales de la Commission de la CEDEAO, a souligné que « l'Observatoire du genre de la CEDEAO représente un outil crucial dans notre quête de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes ». Elle a ajouté qu'il est de notre responsabilité collective de veiller à ce que les données collectées et les études réalisées ne tombent pas dans l'oubli, mais se traduisent plutôt par des actions tangibles et des changements positifs sur le terrain. Tout en reconnaissant le rôle crucial que jouent les observatoires du genre dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des jeunes, Mme Prudence Ngwenya, Directrice des femmes, du genre et de la jeunesse de la Commission de l'Union africaine, a souligné que l'observatoire du genre de la CEDEAO n'est pas seulement un dépôt de données, mais une plateforme dynamique qui « nous permettra de collecter, d'analyser et de diffu-

ser des données ventilées par sexe dans l'ensemble de la région. Il fournit une réponse durable à la génération et à la gestion des défis liés aux données, à l'identification des tendances et des opportunités et à l'accélération de la mise en œuvre des engagements liés au genre par les États membres ». Dans sa déclaration, Mme Cleopatra Phiri-Hurungo, Responsable de l'équipe chargée des questions de genre, au nom du Dr Mathias Naab, Directeur du Centre de services régional du PNUD pour l'Afrique, a souligné que la région de la CEDEAO a fait des progrès remarquables dans la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes. « La création et le lancement de l'Observatoire du genre de la CEDEAO (ECOGO) représentent un effort crucial et opportun. Cette initiative audacieuse permettra à la région de faire face aux obstacles et de contrôler rigoureusement le respect par les États membres des engagements pris en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes.

Image du jour



AVIS DE RECRUTEMENT

CONSULTANT(E) NATIONALE POST EVALUATION (REPUBLICATION)

LIEU D'AFFECTATION
Lomé, Togo

TYPE DE CONTRAT

Trois (3) mois

CLASSIFICATION

Consultant Catégorie A

DATE DE CLÔTURE

13 Septembre 2024

DESCRIPTION

Sous la supervision générale de la Cheffe de mission de l'OIM Ghana, Togo et Bénin et la supervision directe du chargé de Programme, ils/elles seront chargé(e)s d'appuyer dans la conception, la mise en œuvre, et les résultats du projet à travers les critères du Comité d'aide au développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (CAD-OCDE).



Plus d'informations : <https://tinyurl.com/v2sukp9a>

AUX DECIDEURS ...

Relations Chine-Afrique : de nouvelles priorités

En 2000, lorsque la Chine et l'Afrique ont tenu leur premier forum de coopération (FOCAC), le marché des matières premières était en plein boom. La Chine était le plus gros acheteur mondial de minéraux dont elle avait besoin pour alimenter son économie. Son approche vis-à-vis de l'Afrique consistait principalement à extraire ce qu'elle voulait.

Le forum 2024 s'est déroulé dans un contexte différent, comme en témoigne son thème « Unir nos forces pour faire progresser la modernisation et bâtir une communauté Chine-Afrique de haut niveau avec un avenir commun ». La Chine a diversifié son engagement en Afrique, en se concentrant sur des secteurs tels que la technologie, la santé et l'énergie verte. Cela reflète un passage des projets d'infrastructure traditionnels à une coopération plus durable et mutuellement bénéfique.

Lauren Johnston, économiste spécialisée dans les relations sino-africaines, révèle qu'au cours de la dernière décennie, les investissements de la Chine en Afrique se sont étendus au-delà du pétrole et des matières premières extractives pour se tourner vers la production industrielle, la création d'emplois et les investissements qui conduisent aux exportations.

Dans les années 1990 et 2000, la Chine a financé des infrastructures dans les pays africains en échange d'un accès aux ressources. La Chine est également le plus grand prêteur bilatéral de l'Afrique. En 2020, elle détenait plus de 73 milliards de dollars de la dette publique de l'Afrique et près de 9 milliards de dollars de sa dette privée.

Ces dernières années, le changement climatique et l'évolution des habitudes alimentaires ont exercé une pression sur l'approvisionnement alimentaire intérieur de la Chine. La Chine s'éloigne également du statut d'exportateur de produits manufacturés à forte intensité énergétique et d'industrie lourde pour se concentrer davantage sur les secteurs de croissance, tels que l'agriculture et l'industrie manufacturière à plus forte valeur ajoutée.

Une autre évolution est la présence croissante des sociétés de sécurité privées chinoises en Afrique. Alors que Pékin accroît ses investissements sur le continent, les sociétés de sécurité privées chinoises ont trouvé un créneau rentable : les services de sécurité qui protègent les dirigeants et les chantiers de construction chinois et qui sécurisent les navires chinois en mer contre la piraterie.

L'expert en sécurité Alessandro Arduino révèle comment, alors que la Chine devient de plus en plus dépendante des ressources africaines, les explosions de violence et l'expansion du terrorisme du Sahel à la Somalie mettent les travailleurs et les investissements chinois dans la ligne de mire.

Il prévient que les décideurs politiques africains doivent examiner la manière dont les sociétés de sécurité privées chinoises interagissent avec les forces de sécurité des gouvernements locaux. Il existe également une opportunité : une bonne intégration des services de sécurité privés étrangers pourrait bénéficier aux gouvernements des pays d'accueil, en particulier à l'heure où les menaces sécuritaires augmentent.

M.T

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020



Togo / Concertation État-Secteur Privé

Des efforts de modernisation et de transparence

Au Togo, la première rencontre de l'année 2024 du Comité de Concertation État-Secteur Privé (CCESP) s'est tenue le jeudi 12 septembre à Lomé. Occasion pour les deux parties de visiter les avancées clés dans la relation entre l'État togolais et le secteur privé. Les discussions ont révélé un engagement renouvelé vers une meilleure transparence et une coopération renforcée, avec des initiatives visant à moderniser l'administration fiscale et à lutter contre les importations frauduleuses.

• Joël Yanclo

La réunion inaugurale de l'année 2024 du Comité de Concertation pour l'année 2024, a permis au Ministre de l'Économie et des Finances, Essowè Georges BARCOLA, de présenter plusieurs progrès enregistrés. Parmi les réalisations notables, on retient, l'opérationnalisation des organes de recours en matière fiscale, la mise en place d'un cadre structuré pour contrer les importations frauduleuses et le lancement d'une enquête de satisfaction du secteur privé dans ses interactions avec les administrations publiques. Ces mesures visent à améliorer la transparence et l'efficacité des procédures administratives et fiscales. Laurent Coami TAMEGNON, président du Conseil National du Patronat, a exprimé son soutien et ses félicitations à Essowè Georges BAR-



COLA tout en saluant le travail du ministre sortant, Sani YAYA. Mr TAMEGNON a assuré que le secteur privé continuerait de collaborer activement avec le gouvernement pour renforcer les relations établies et a souligné l'importance de tisser de nouvelles relations sur les bases des réussites passées. Par ailleurs, BARCOLA a souligné que le dialogue public-privé est un pilier essentiel pour une bonne gouvernance.

Il a exprimé sa satisfaction quant aux progrès réalisés et a appelé tous les acteurs du CCESP à intensifier leur engagement pour soutenir la feuille de route gouvernementale Togo 20-25.

Des plateformes de points focaux

Les avancées présentées lors de cette réunion reflètent un véritable effort de modernisation et de transparence de la part

du gouvernement togolais. L'opérationnalisation des organes de recours fiscaux et la lutte contre les importations frauduleuses sont des mesures qui devraient contribuer à une administration fiscale plus équitable et à une économie plus compétitive. En répondant aux préoccupations du secteur privé et en améliorant l'expérience usager, le gouvernement cherche à instaurer un environnement économique plus propice à l'investis-

sement et à l'innovation. Le lancement des plateformes de points focaux pour l'administration publique et pour les acteurs privés témoigne également d'un effort pour renforcer la communication et la coordination entre les deux secteurs. Ces initiatives devraient faciliter la mise en œuvre des recommandations du CCESP et améliorer la réactivité des administrations publiques.

Dialogue constructif

Le Comité de Concertation État-Secteur Privé a été créé pour promouvoir un dialogue constructif entre les autorités gouvernementales et les acteurs du secteur privé au Togo. Cette instance vise à créer un cadre de coopération propice au développement économique en facilitant la résolution des problèmes et en favorisant une meilleure compréhension mutuelle. Les réformes entreprises et les nouvelles initiatives mises en avant lors de cette rencontre s'inscrivent dans un contexte plus large de modernisation de l'administration et de renforcement de la gouvernance économique au Togo. Le succès de ces mesures dépendra de l'engagement continu des deux parties à collaborer et à adapter leurs stratégies aux réalités économiques et aux défis émergents.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,5 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,5 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dors compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Togo / Régulation de la commande publique

L'ARCOP lance l'audit des marchés publics de 2023

Au Togo, l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) a officiellement lancé, le 5 septembre 2024, la mission d'audit des marchés publics passés en 2023. Cette mission, qui durera 10 semaines, vise à évaluer la performance du système de passation des marchés publics au Togo.

● Joël Yanclo

Lors d'une réunion de cadrage tenue à Lomé, l'ARCOP a donné le coup d'envoi de l'audit des marchés publics 2023, en présence de Aftar Touré Morou, directeur général par intérim de l'ARCOP, du cabinet SYNEX chargé de la mission, ainsi que des responsables des 26 autorités contractantes concernées. La mission consiste à vérifier la conformité des procédures de passation, gestion, contrôle et exécution des marchés publics durant l'année 2023. Le cabinet SYNEX a présenté la méthodologie de l'audit, les outils de collecte de données et le rôle des autorités contractantes (AC) pour garantir le succès de cette opération. « Il est essentiel que les autorités contractantes fournissent toutes les informations nécessaires et col-



laborent pleinement avec les auditeurs pour assurer une évaluation complète et fiable », a déclaré Monsieur Aftar Touré Morou. Cet audit représente une étape majeure dans l'amélioration continue du système de passation des marchés publics au Togo. Il s'inscrit dans une dynamique de transparence et de rigueur dans la gestion des finances publiques, visant à identifier les failles du système et à

proposer des solutions pour optimiser la performance des marchés publics. En outre, l'audit permettra de vérifier si les recommandations des précédentes missions ont été suivies et mises en œuvre. Le Togo s'est engagé depuis plusieurs années dans une réforme profonde de la gestion des marchés publics pour renforcer la transparence et l'efficacité des procédures. L'ARCOP, en tant

qu'organe régulateur, joue un rôle central dans ce processus, notamment par l'organisation régulière d'audits des marchés passés, afin de garantir une utilisation optimale des deniers publics. L'audit 2023 s'inscrit dans cette démarche et vise à consolider les progrès déjà réalisés tout en identifiant de nouveaux axes d'amélioration.

L'audit des marchés publics en bref

L'audit des marchés publics joue un rôle fondamental dans la garantie que les ressources publiques sont utilisées de manière responsable et que les processus de passation des marchés sont conformes aux normes établies. Ainsi, il aide à assurer que les processus de passation des marchés sont transparents et intègres. En examinant les procédures et les résultats des marchés, l'audit permet de vérifier que les règles et les lois sont respectées et que les décisions sont prises de manière équitable et de s'assurer que les fonds publics sont utilisés de manière efficace et efficiente. Il vérifie si les ressources sont utilisées conformément aux objectifs définis et si les dépenses sont justifiées par rapport aux résultats obtenus. En identifiant les anomalies ou les irrégularités dans la gestion des marchés publics, l'audit contribue à la prévention de la corrup-

tion et des abus. Cela peut inclure des conflits d'intérêts, des fraudes ou des détournements de fonds. Les résultats des audits peuvent fournir des recommandations pour améliorer les pratiques de gestion des marchés publics. Cela peut inclure des suggestions pour renforcer les contrôles internes, améliorer la documentation ou ajuster les procédures. L'audit renforce la responsabilité des gestionnaires de marchés publics en assurant que leurs actions sont examinées de manière objective. Cela aide à maintenir un niveau élevé de responsabilité dans la gestion des contrats et des projets. La transparence et la rigueur dans les marchés publics renforcent la confiance du public dans les institutions publiques. En démontrant que les fonds publics sont gérés de manière appropriée, l'audit contribue à renforcer la crédibilité des organismes publics.

Master et Doctorat

Le Commonwealth met à la disposition du Togo des bourses d'études

La Commission des bourses du Commonwealth met à la disposition du Togo, des bourses d'études pour les grades Master et Doctorat. Les étudiants intéressés sont invités à postuler. Les services compétents sont disponibles pour tout accompagnement dans leur processus de candidature. Une sensibilisation sera menée spécialement sur ces bourses.

BCEAO

Les taux directeurs demeurent à 3,50% et 5,50%

Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BCEAO, lors de sa réunion du 11 septembre 2024, a décidé de maintenir les taux directeurs inchangés : 3,50% pour le principal taux d'intérêt et 5,50% pour le taux de prêt marginal. Cette décision prend en compte l'évolution récente des prix, de l'activité économique et de la situation extérieure.

Communiqué de presse n°03/2024 de la réunion ordinaire du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO tenue le 11 septembre 2024

Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a décidé, à l'issue de sa réunion tenue le 11 septembre 2024, de maintenir le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques à 3,50%, ainsi que le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal à 5,50%, niveaux en vigueur depuis le 16 décembre 2023.

Cette décision résulte de l'analyse de l'évolution récente des prix, de l'activité économique et de la situation extérieure de l'Union.

Au deuxième trimestre 2024, l'inflation a atteint 4,1% contre 2,9% le trimestre précédent. Cette accélération de la hausse des prix est principalement due à une campagne agricole 2023/2024 moins favorable, aux difficultés d'approvisionnement des marchés consécutives à la situation sécuritaire, à l'augmentation des cours des produits alimentaires importés, ainsi qu'au renchérissement de l'énergie dans certains pays.

Selon les dernières prévisions, l'inflation s'établirait à 3,7% en 2024, au même niveau qu'en 2023. En outre, le taux d'inflation devrait revenir dans la fourchette cible de 1% à 3% en 2025, grâce à l'anticipation d'une campagne agricole 2024/2025 plus favorable, à la baisse attendue des prix mondiaux des produits alimentaires importés ainsi qu'aux mesures prises par certains États pour lutter contre la vie chère.

Toutefois, l'inflation reste sujette à des risques haussiers liés notamment à la persistance de la situation sécuritaire dans certains pays, à l'impact de conditions climatiques défavorables sur la production agricole et à l'effet d'une accentuation des tensions géopolitiques sur les prix mondiaux des produits énergétiques et alimentaires.

La situation extérieure de l'Union s'est améliorée, grâce à l'évolution favorable des termes de l'échange et à la mobilisation plus importante de ressources extérieures par les Etats membres de l'Union.

L'activité économique est restée dynamique, avec une progression du PIB réel de 5,3% au deuxième trimestre 2024. Sur l'année 2024, la croissance de l'Union est prévue à 5,9% contre une réalisation de 5,3% en 2023. La hausse des crédits à l'économie est ressortie à 5,3%, en rythme annuel, à fin juin 2024.

Au cours des prochains mois, le Comité de Politique Monétaire continuera de suivre l'évolution de l'inflation ainsi que celle de la situation économique, financière et monétaire. Il prendra, si nécessaire, les mesures idoines pour assurer la stabilité monétaire de la zone.

Fait à Dakar, le 11 septembre 2024

Le Président,

Jean-Claude Kassi BROU



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Communiqué du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

La Commission des bourses du Commonwealth (CSC) met à la disposition du Togo des bourses d'études pour les grades master et doctorat dans les universités du Royaume-Uni pour l'année universitaire 2025-2026. La campagne de bourse est ouverte du 10 septembre 2024 au 15 octobre 2024.

Les conditions d'éligibilité sont disponibles sur le site : <https://cscuk.fcdo.gov.uk/about-us/scholarships-and-fellowships/>

Les candidats togolais sont encouragés à postuler dans les filières orientées vers les métiers prioritaires telles que : science, technologie, ingénierie et mathématiques.

Le processus de candidature se déroule en deux étapes : une première étape qui consiste à remplir les informations sur le site du CSC et une seconde étape qui consiste à identifier par le postulant lui-même, deux ou trois universités auxquelles il soumettra également une demande d'admission.

Les liens pour postuler à une bourse de master ou de doctorat sont, respectivement : <https://cscuk.fcdo.gov.uk/scholarships/commonwealth-masters-scholarships/> et <https://cscuk.fcdo.gov.uk/scholarships/commonwealth-phd-scholarships-for-least-developed-countries-and-fragile-states/>

Les candidatures qui ne sont pas soumises via le système de candidature en ligne ou qui seront soumises après la date de clôture indiquée ci-dessus ne seront pas acceptées par le CSC.

Pour toute information, veuillez contacter la Direction des Bourses et Stages au +228 22 21 49 91.

Fait à Lomé, le 10 septembre 2024
Pour le Ministère, le Directeur des Bourses et Stages

Togo / Amélioration du climat des affaires

Enquête nationale de satisfaction du secteur privé

Le 3 septembre 2024 marque le début effectif de l'enquête de satisfaction du secteur privé, lancée il y a quatre mois au Togo. Le gouvernement appelle les opérateurs économiques à collaborer pleinement en fournissant des informations précises aux agents de collecte. Cette initiative s'inscrit dans la volonté du Togo d'améliorer continuellement le climat des affaires, grâce à des réformes et à un dialogue renforcé entre l'État et le secteur privé. L'enquête, menée par l'INSEED, vise à recueillir des retours d'expérience pour évaluer les réformes en cours et renforcer la relation de confiance avec le secteur privé.



REPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère de l'Economie et des Finances

Ministère du Commerce, de l'Artisanat
et de la Consommation LocaleMinistère de l'Administration Territoriale,
de la Décentralisation et de la Chefferie
Coutumière

COMMUNIQUE CONJOINT N° 301/2024/MEF/MCACL/MATDCC/CAB RELATIF A L'ENQUETE DE SATISFACTION DU SECTEUR PRIVE

Dans le cadre de l'amélioration continue du climat des affaires au Togo, le Gouvernement, à travers le comité de concertation Etat-secteur privé (CCESP), a lancé une enquête nationale de satisfaction du secteur privé dans ses rapports avec les administrations publiques, le 23 mai 2024.

Cette étude, vise à collecter des informations afin d'avoir un retour d'expérience des acteurs du secteur privé, sur les réformes en cours.

Cette enquête est réalisée par l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), qui apporte son appui technique dans le cadre de cette opération.

De manière spécifique, l'enquête vise à :

- élaborer un indicateur sur le niveau de satisfaction du secteur privé dans ses rapports avec les administrations publiques ;
- faire des propositions permettant d'améliorer l'environnement des affaires ;
- faire des propositions pour une bonne mise en œuvre des mesures législatives et réglementaires favorisant le développement des activités économiques ;
- faire des propositions pour renforcer la concertation entre l'Etat et le secteur privé en vue de favoriser la confiance mutuelle.
- recueillir la perception des entreprises sur la qualité du climat des affaires au Togo ;

La collecte des données aura lieu du 03 au 30 septembre 2024 sur toute l'étendue du territoire national.

Pour la réussite de cette importante opération, le Gouvernement invite les opérateurs économiques installés sur toute l'étendue du territoire à réserver un bon accueil aux agents de collecte et à leur fournir des informations exactes et avérées.

Fait à Lomé le, **02 SEPT 2024**

Le Ministre de l'Economie
de l'Economie et des Finances



Essowè G. BARCOLA

P. la Ministre du Commerce,
de l'Artisanat et de la
Consommation Locale, absente,
Le Ministre Délégué, assurant



Prof. Kossivi HOUNAKE

Le Ministre de l'Administration Territoriale,
de la Décentralisation et de la
Chefferie Coutumière



Hodabalo AWATE

Entreprises

Les Rencontres RH AfricSearch à Dakar les 6 et 7 novembre

Dans un contexte où la compétitivité des économies africaines est étroitement liée à la gestion efficace des talents, le groupe AfricSearch, leader dans le domaine des ressources humaines en Afrique, est fier d'annoncer la tenue des Rencontres RH AfricSearch, un événement d'envergure qui se déroulera les 6 et 7 novembre 2024 à l'Hôtel Azalaï à Dakar.

● Wilson Lawson

Les Rencontres RH AfricSearch s'inscrivent comme un levier stratégique pour stimuler l'innovation, la productivité, et la croissance. En mettant en lumière les enjeux critiques de la gestion des ressources humaines et en connectant les talents avec les recruteurs, cette série d'événements contribue à la préparation des entreprises et des institutions africaines à s'adapter aux défis actuels et futurs.

Une plateforme riche en échange sur deux journées

La première journée en format conférence, intitulée "AfricSearch HR Best Practices", concentrera sur les meilleures pratiques en matière de ressources humaines à travers des panels d'experts, des interventions individuelles d'experts renommés, et un dîner de gala avec remise de prix. Cette journée réunira des dirigeants, managers, et experts des ressources humaines pour échanger sur les meilleures pratiques, les défis actuels, et les stratégies innovantes qui façonnent le marché du travail en Afrique. La deuxième journée "AfricTalents", est le forum de recrutement incontournable du cabinet qui,



depuis 25 ans, connecte les entreprises avec les talents en quête d'opportunités sur le continent africain. Cette journée proposera des ateliers de coaching, des conférences d'entreprises, et des sessions de réseautage, offrant ainsi aux participants l'opportunité de renforcer leurs compétences et d'établir des liens professionnels durables. Les inscriptions pour le forum de AfricTalents sont ouvertes sur le site www.africalents.fr

Africsearch

Fondé en 1996, AfricSearch se positionne en tant que leader dans le domaine du recrutement et du conseil en performance des ressources humaines en Afrique. Spécialisé dans l'identification de cadres supérieurs, de managers et de professionnels expérimentés, le cabinet a pour vocation d'incorporer l'authenticité africaine dans

chacun de ses projets. Mettant en valeur la richesse de la diversité culturelle, AfricSearch organise depuis 1999 le forum AfricTalents, présent au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Togo et au Cameroun.

AfricTalents

Créée en 1999 par AfricSearch, AfricTalents s'engage à faciliter les échanges directs entre les entreprises et les candidats de divers horizons géographiques, souhaitant mettre leurs compétences au service du continent africain. En tant que plateforme de recrutement renommée, AfricTalents offre aux professionnels l'opportunité de rencontrer des employeurs prestigieux et de découvrir des perspectives de carrière enrichissantes à travers l'ensemble du continent africain.

Afrique

Le PNUD forme 25 000 jeunes pour lutter contre la cybercriminalité

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a lancé un projet ambitieux pour former 25 000 jeunes Africains en cybersécurité, un domaine de plus en plus critique face à la montée des cyberattaques sur le continent.

L'initiative vise à réduire le déficit de talents en cybersécurité, évalué à 100 000 professionnels par l'Union internationale des télécommunications (UIT). Ce programme, développé en partenariat avec l'Université Concordia et Give1Project, comprend une formation de cinq mois qui se soldera par un certificat, afin de permettre aux jeunes diplômés de contribuer à la sécurité numérique de leur pays. Ce projet fait suite à une phase pilote menée avec succès en 2023, où plusieurs jeunes issus de 24 pays africains ont pu acquérir des compétences essentielles en matière de cybersécurité. Le continent africain, où la



numérisation est en plein essor, souffre d'un manque criant de professionnels qualifiés capables de protéger les infrastructures critiques et les entreprises contre les menaces cybernétiques. Le PNUD s'est fixé pour objectif d'accélérer l'intégration des jeunes dans le marché du travail numérique, tout en renforçant les capacités locales

pour répondre aux besoins urgents en matière de cybersécurité. Avec l'essor de l'économie numérique africaine, cette initiative est perçue comme un tremplin pour sécuriser l'infrastructure numérique tout en créant des opportunités d'emploi pour la jeunesse africaine.

Avec afriqueitnews.com

Nigeria

FNB Holdings cède sa banque d'affaires

Concentrée sur la recapitalisation de sa banque commerciale First Bank of Nigeria, la holding cotée sur le Nigerian Stock Exchange a choisi de mettre en vente FNBQuest Merchant Bank. Un accord de vente a été conclu avec le consortium Everquest Acquisition LLP.

Le groupe financier nigérian, FNB Holdings, a annoncé le samedi 7 septembre 2024, la cession de la totalité de sa participation (100%) détenue dans le capital de sa banque d'affaires et d'investissement FNBQuest Merchant Bank. Le montant de la transaction n'a pas été dévoilé. FNBQuest Merchant Bank qui regroupe en son sein les entités FNBQuest Asset Management Limited et FNBQuest securities Limited a été proposé à la vente à un consortium dénommé EverQuest Acquisition LLP. Cette vente s'inscrit dans la stratégie de FNB Holdings visant à « optimiser son portefeuille au sein du groupe ». L'accord de vente non encore finalisé est soumis aux approbations réglementaires d'usage. La cession intervient dans un contexte de recapitalisation des banques au Nigeria. Appartenant à la catégorie banques d'affaires, FNBQuest Merchant Bank



qui dispose d'un capital de 8,21 milliards de nairas (5,01 milliards de dollars) devrait le porter à 50 milliards de nairas, d'ici le 31 mars 2026. La levée de fonds aurait été difficile pour la holding financière qui cherche actuellement à recapitaliser sa banque commerciale First Bank of Nigeria, également soumise aux exigences de la Banque centrale du Nigeria, le 28 mars 2024. Ainsi, FNB Holdings avait annoncé en début avril dernier, qu'il envisage une augmentation de capital de l'ordre de 300 milliards de nairas (183,2 milliards de dollars). Pour

les banques commerciales nigérianes autorisées à exercer à l'échelle internationale comme First Bank of Nigeria, le nouveau capital exigé est de l'ordre de 500 milliards de nairas. Précisons que FNBQuest Merchant Bank a réalisé au terme du premier semestre 2024, un bénéfice avant impôts de 42,9 milliards de nairas, en hausse de 165,6 % en glissement annuel. Elle avait été rachetée par FNB Holdings en 2014, et a commencé à exercer sur le marché bancaire nigérian en 2015.

Avec Agence Ecofin

Afrique

WSP veut capitaliser sur l'essor des centres de données

Sur le continent africain, l'urbanisation, la croissance démographique et l'expansion continue des réseaux 3G, 4G et 5G sont les principaux moteurs de l'essor des centres de données, car de plus en plus de personnes se connectent à Internet.

● Nicole Esso

À l'échelle internationale, la rapidité des changements dans le secteur et les avancées catalytiques de l'intelligence artificielle (IA) et d'autres technologies à haute densité exigent une énorme puissance de traitement pour fonctionner, ce qui modifie la manière dont les centres de données sont conçus et construits. Le chiffre d'affaires du marché des centres de données en Afrique devrait atteindre 6,47 milliards de dollars US cette année et devrait afficher un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 7,18 % d'ici 2029, ce qui se traduirait par un volume de marché de 9,15 milliards de dollars US. Bien qu'impressionnante, cette croissance est minime par rapport aux prévisions du marché mondial qui tablent sur un TCAC de 8,45 % et un volume de marché de 624,10 milliards de dollars US d'ici 2029. Des facteurs tels que des infrastructures limitées, une transformation numérique lente et un manque de sensibilisation aux avantages des centres de données, ainsi qu'aux progrès de l'ingé-



nierie et de la technologie, jouent un rôle dans ces prévisions de croissance lente. Pourtant, selon l'Africa Data Centres Association, l'Afrique à elle seule a besoin de 1 000 MW et de 700 installations pour répondre à la demande croissante. Et les investissements commencent à se concrétiser. Malgré les investissements récents dans les infrastructures de centres de données en Afrique subsaharienne, une grande partie de la capacité du continent reste en Afrique du Sud, où le marché représente 408 MW. Le Nigeria et l'Égypte suivent avec respectivement 140 MW et 118 MW. Le Kenya progresse également, avec 79 MW, tandis que le Maroc ferme le top 5 avec 65 MW d'approvisionnement. Alors que les centres de données traditionnels comme Amsterdam et Dublin sont désormais confrontés à de graves contraintes foncières et de capacité, et à des politiques de plus en plus restrictives pour le développement

des centres de données, les hyperscalers et les opérateurs commencent à s'étendre dans différentes régions, ce qui représente une opportunité pour les sites africains comme ceux-ci.

Le casse-tête de l'énergie

La fiabilité de l'approvisionnement en électricité des municipalités reste un défi majeur. La puissance de calcul accrue – et donc la puissance de refroidissement supplémentaire requise – nécessaire aux installations qui exploitent l'IA exige un approvisionnement énergétique fiable, sans parler des solutions innovantes et flexibles pour des opérations fiables et des performances améliorées. De nombreux pays africains ont des réseaux électriques instables, à forte consommation de charbon, et des coupures de courant stratégiques destinées à réduire la demande de pointe.

jeudi 12 septembre 2024

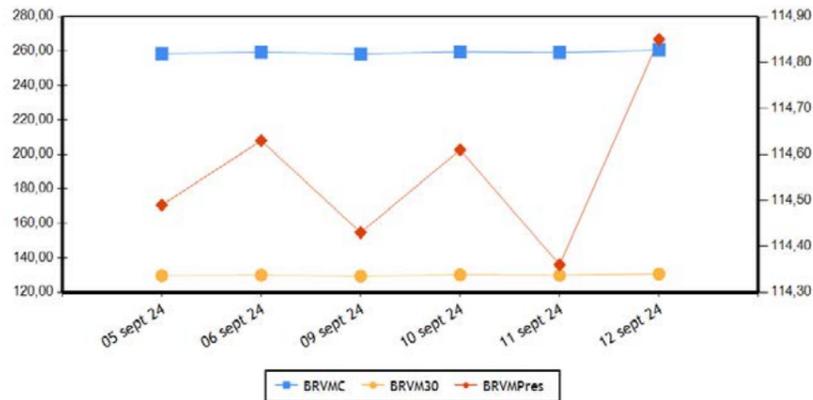
N° 174

BRVM COMPOSITE	260,56
Variation Jour	0,58 % ↑
Variation annuelle	21,67 % ↑

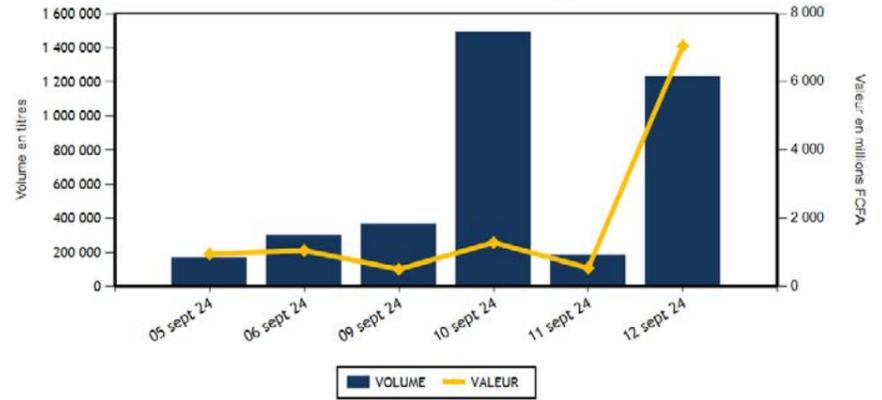
BRVM 30	130,71
Variation Jour	0,61 % ↑
Variation annuelle	21,20 % ↑

BRVM PRESTIGE	114,85
Variation Jour	0,43 % ↑
Variation annuelle	13,19 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	9 723 522 991 544	0,63 %
Volume échangé (Actions & Droits)	590 263	220,18 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	970 950 881	80,23 %
Nombre de titres transigés	41	-4,65 %
Nombre de titres en hausse	17	54,55 %
Nombre de titres en baisse	16	-5,88 %
Nombre de titres inchangés	8	-46,67 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	86 590	7,50 %	-0,47 %
SAFCA CI (SAFC)	950	7,34 %	-26,64 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	17	6,25 %	-10,53 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	2 600	6,12 %	95,49 %
SAPH CI (SPHC)	3 365	5,16 %	43,19 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	114,85	0,43 %	13,19 %	46 760	667 006 045	8,60
BRVM-PRINCIPAL	36	126,29	0,10 %	21,48 %	540 585	297 636 586	12,06

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	109,87	1,11 %	8,75 %	7 861	23 615 940	17,23
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	703,12	0,32 %	32,30 %	46 594	775 221 655	9,97
BRVM - FINANCES	15	98,69	0,60 %	14,20 %	507 064	129 307 751	5,70
BRVM - TRANSPORT	2	340,51	3,63 %	2,89 %	1 064	1 454 825	4,41
BRVM - AGRICULTURE	5	170,79	1,54 %	5,71 %	7 858	5 667 705	12,07
BRVM - DISTRIBUTION	7	364,97	1,21 %	11,20 %	16 804	29 305 095	52,96
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	863,72	0,00 %	-22,22 %	100	69 660	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,25
Taux de rendement moyen du marché	8,08
Taux de rentabilité moyen du marché	10,44
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	153
Volume moyen annuel par séance	399 236,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 151 641 845,35

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	23,51
Ratio moyen de satisfaction	56,49
Ratio moyen de tendance	240,24
Ratio moyen de couverture	41,63
Taux de rotation moyen du marché	0,05
Prime de risque du marché	4,01
Nombre de SGI participantes	32

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Tensions commerciales

Bruxelles et Pékin se mettent autour de la table

Le ministre chinois du Commerce, Wang Wentao, doit rencontrer le commissaire européen au Commerce, Valdis Dombrovskis, à Bruxelles la semaine prochaine. Objectif, éviter la mise en place de droits de douane par l'UE sur les voitures électriques chinoises.

Bruxelles et Pékin vont enfin se mettre autour de la table afin de discuter de la mise en place des droits de douane par l'UE sur les voitures électriques chinoises. Le ministre chinois du Commerce, Wang Wentao, doit rencontrer le commissaire européen au Commerce, Valdis Dombrovskis, à Bruxelles le 19 septembre, a déclaré ce jeudi le porte-parole de la Commission, Olof Gill, lors d'un point presse. Pour rappel, la Commission européenne a annoncé le 20 août sa décision de surtaxer pendant cinq ans les voitures électriques provenant de Chine. Pékin est accusé d'avoir faussé la concurrence en subventionnant massivement les constructeurs sur son territoire, leur permettant d'offrir des prix inférieurs. Bruxelles va par conséquent ajouter aux 10% de taxe déjà en place une surtaxe, allant jusqu'à 36%, à l'encontre des importations de véhicules électriques chinois. Le porte-parole de la Commission, Olof Gill, a répété jeudi que



l'UE était « ouverte à une solution négociée » avec Pékin. Pedro Sanchez appelle à « revoir » les taxes. Avant de devenir définitifs, les droits de douane doivent être confirmés par un vote des 27 États membres de l'UE, avant la fin du mois d'octobre. Mais ils sont divisés sur le sujet. En déplacement à Shanghai, le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez a appelé mercredi les pays membres de l'UE et la Commission à « revoir » leur position. « Nous devons revoir, tous ensemble, non seulement les États membres mais aussi la Commission, notre décision », a-t-il insisté à Shanghai, lors d'une conférence de presse, en réponse à une question sur les inquié-

tudes de la filière porcine espagnole. Et pour cause, Pékin a lancé en représailles une enquête anti-dumping sur les importations de porc et de produits à base de porc, dont l'Espagne est le plus grand exportateur européen vers la Chine. Pour mémoire, l'Empire du milieu a déposé un recours auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et a ciblé les importations de produits laitiers européens avec une enquête anti-subsidies. « Comme je l'ai dit auparavant, nous n'avons pas besoin d'une autre guerre, une guerre commerciale dans ce cas », a affirmé Pedro Sanchez mercredi.

(Avec AFP)

Banques

UniCredit acquiert une participation de 9% dans Commerzbank

Après l'annonce de la vente par l'Etat allemand d'un premier bloc de participation au groupe italien UniCredit, le cours de Commerzbank a bondi de plus de 15% dans les premiers échanges à la Bourse de Francfort mercredi.

La deuxième banque italienne UniCredit a annoncé ce mercredi avoir acquis une participation de 9% dans Commerzbank, dont 4,49% pour un montant d'environ 702 millions d'euros dans le cadre d'une procédure accélérée pour le compte de l'Etat allemand. Le reste de la participation a été acheté sur le marché, a indiqué UniCredit dans un communiqué. UniCredit compte, en outre, demander l'autorisation de dépasser le cas échéant 9,9% du capital de Commerzbank, « si et quand cela sera nécessaire ». ce qui porte le montant de l'ensemble de l'acquisition à environ 1,4 milliard d'euros. UniCredit assure « soutenir » le conseil d'administration et le conseil de surveillance de Commerzbank et « les progrès qu'ils ont réalisés pour améliorer les performances de la banque ». La banque italienne compte aussi étudier avec Commerzbank « les possibilités de créer de la valeur pour les parties prenantes des deux banques ».

Sauvée de la faillite



Berlin avait annoncé mardi son intention de vendre une part de 4,5% dans Commerzbank, soit la vente de 53 millions d'actions Commerzbank, première étape de son désengagement du capital de la deuxième banque allemande. L'Etat réduit ainsi sa participation au capital de Commerzbank de 16,5% à 12%, comme indiqué mardi par la Finanzagentur, l'Agence fédérale des finances. Celle-ci avait annoncé début septembre la sortie du capital de Commerzbank, sauvée de la faillite lors de la crise financière de 2008-2009 quand l'Etat avait dû engager quelque 18 milliards d'euros pour entrer au capital et apporter des garanties à l'établissement. La facture du sauvetage est significative : le premier bloc d'actions a été cédé au prix d'attribution de 13,20 euros par titre, supérieur au cours de clôture de mardi à 12,60

euros mais bien inférieur au prix que Berlin avait payé au moment de la recapitalisation, près de 26 euros par action. Le cours avait atteint son plus bas niveau en mai 2020, avec une valeur proche de 3 euros. « Même après la conclusion de la transaction, la République fédérale d'Allemagne restera le principal actionnaire de la Commerzbank », a néanmoins souligné la Finanzagentur. Pour les parts restantes, l'Etat a mis en place « une restriction de vente de 90 jours avec certaines exceptions », poursuit le communiqué. Par ailleurs, cette transaction a alimenté les spéculations sur un rachat intégral de Commerzbank, après la tentative avortée d'UniCredit en octobre 2021 de s'emparer de la banque Monte dei Paschi di Siena (MPS), sauvée de la faillite par l'Etat italien. Interrogé sur une possible montée à 100% du capital de Commerzbank par UniCredit, le porte-parole du gouvernement allemand, Steffen Hebestreit, a parlé de « questions hypothétiques » lors d'un point de presse.

(Avec AFP)

Union européenne

La BCE entérine son cycle de baisse des taux directeurs

La Banque centrale européenne a diminué une deuxième fois ses taux directeurs de 0,25 point de pourcentage ce jeudi, après une première baisse en juin. L'inflation quasiment de retour à 2% et le ralentissement de l'économie ont poussé l'institution à entamer un cycle de desserrement de sa politique monétaire qui devrait se poursuivre.

Et de deux ! Après avoir effectué une première baisse de 0,25 point de pourcentage de ces taux directeurs en juin, la Banque centrale européenne a réitéré ce jeudi. Avec cette nouvelle baisse de 0,25 point de pourcentage, le taux de dépôt passera à 3,5% le 18 septembre tandis que le taux de refinancement et le taux de facilité de prêt marginal s'établissent respectivement à 3,65% et 3,90%. L'annonce n'a pas provoqué beaucoup de remous sur les marchés. Le taux d'emprunt à 10 ans de la France n'a en effet quasiment pas réagi à l'annonce, baissant de 0,21% vers 15 heures, tandis que le CAC 40 affichait une hausse autour de 0,68%, quand l'indice européen Eurostoxx 50 grimpaient de 1,09% sans trop de mouvement depuis l'ouverture. Pourtant, cette nouvelle détente devrait se répercuter sur les rendements obligataires et ceux des crédits. La baisse des taux a « déjà été largement intégrée dans les cours des obligations et des actions », expliquait déjà en juin Alexandre Baradez, responsable des analyses de marchés chez IG France. Cette action de la BCE était tout de même attendue. Elle est la conséquence directe du ralentissement de l'inflation (2,2% en août), au plus bas depuis 3 ans et à quelques points de la cible de 2% de l'institution.



L'économie européenne plus fragile que jamais

Dans le même temps, un autre facteur a poussé la gardienne de l'euro à desserrer ses conditions monétaires : la croissance européenne. Dans la zone euro, cette dernière a été révisée légèrement en baisse à 0,2%, pour le deuxième trimestre 2024, selon Eurostat. Et sur l'ensemble de l'année, « les services du FMI prévoient que l'économie croîtra de 0,8 % en 2024, pour atteindre 1,3 % en 2025 et 1,5 % en 2026. Il s'agit d'une légère révision à la baisse par rapport aux projections de juin, principalement en raison d'une contribution plus faible de la demande intérieure au cours des prochains trimestres », explique la banque centrale dans son communiqué. A titre de comparaison, le Fonds monétaire international prévoit une croissance de 2,6% aux Etats-Unis et 5% en Chine cette année.

Vers de nouvelles

Renouvelables

La France appelée à rattraper son retard

La Commission européenne a appelé ce mercredi à une nouvelle impulsion en faveur des énergies renouvelables, en particulier en France. Paris n'a pas encore atteint les objectifs, fixés en 2009, de compter 23% d'énergies renouvelables dans sa consommation finale d'énergie en 2020.

La France est appelée par la Commission européenne à rattraper son retard sur les énergies renouvelables. Certains membres de l'Union européenne « dont la France n'ont pas encore rempli les objectifs » en la matière, a souligné ce mercredi la commissaire à l'énergie Kadri Simson. « La Commission continue de dialoguer avec les autorités françaises afin de combler ce retard et que la France respecte ses engagements », a-t-elle insisté, en présentant ce mercredi un rapport annuel consacré à l'énergie. Pour rappel, la France n'a pas encore atteint les objectifs, fixés en 2009, de compter 23% d'énergies renouvelables dans sa consommation



finale d'énergie en 2020. Paris mène depuis plusieurs années un bras de fer sur le sujet. La France s'était notamment fait épingler en décembre par la Commission pour avoir soumis un projet de « Plan national intégré énergie-climat » (Pniec) fixant un objectif de 33% de renouvelables d'ici 2030, au lieu des 44% exigés par une directive de 2018.

Paris met en avant un objectif « décar-

basses avant la fin de l'année ?

Ce pari d'un desserrement rapide des taux directeurs est partagé par la plupart des analystes « qui anticipent une baisse entre 2% et 2,5% d'ici la fin 2025 ce qui amènerait les taux européens autour de 2% », rappelle l'économiste de Mirabaud. Pourtant rien n'est encore joué. « Le Conseil des gouverneurs est déterminé à faire en sorte que l'inflation revienne rapidement à son objectif de moyen terme de 2 %. Il maintiendra les taux directeurs suffisamment restrictifs aussi longtemps que nécessaire pour atteindre cet objectif », a prévenu Christine Lagarde lors sa conférence avant de réaffirmer que la trajectoire des taux n'est « pas prédéterminée ». D'autant que les gouverneurs ne sont pas tous alignés. Isabel Schnabel, membre du directoire de la BCE rangée parmi les « faucons » a récemment appelé à un assouplissement « progressif et prudent ».

Avec latribune.fr

boné »

Six mois plus tard, la France avait persisté, selon la version actualisée du Pniec publiée en juillet par la Commission. Elle garde les mêmes cibles de développement des renouvelables et préfère mettre en avant un objectif « décarboné », incluant donc le nucléaire, peu émetteur de gaz à effet de serre responsables du changement climatique.

(Avec AFP)

Liste des événements à caractère économique de 2024

EVENEMENTS	PERIODES	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
1 ^{ère} édition du Forum Economique et Culturel des Africains Francophones de l'Amérique (FECAF 2024)	15 au 17 août 2024	New-York (USA) +1 (347) 908-1527/ + 1(845)288-0858 (+225) 27 22216 801	Obled Corporation 259 Wintrop St, Brooklyn NY11225 et Findeo (Côte d'Ivoire)
Forum d'Afreximbank	07 au 06 septembre 2024	Dakar Sénégal	Afreximbank et GIABA
Salon EMEC EXPO 2024	11 au 13 septembre 2024	Foire Internationale de CASABLANCA OFEC	
4 ^{ème} édition du Salon Africain de l'Education (SAED)	15 au 22 septembre 2024	Grande Esplanade de l'Hôtel de Ville de Yaoundé Email: saed@jusa.africa Tél : 670 361 082 / 690 621 036 / 620 241 133	La JUSA et ses Partenaires
Forum Investir en Guinée	18 septembre 2024 en ligne		
Forum Transport de la BAD	18 au 19 septembre 2024	Abidjan Côte d'Ivoire Sofitel Hôtel	
Nairobi : Africa Forum 2024	24 au 25 septembre 2024		BII Global
2 ^{ème} édition du Salon des Séniors	07 au 09 novembre 2024	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-BENIN) +229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00 Email : leconomistbenin1@gmail.com www.leconomistebenin.com	L'Economiste du Bénin
Africa Financial Summit AFIS 2024	09 au 10 décembre 2024	Casablanca Maroc	Groupe Jeune Afrique

NB : Pour la publication de vos événements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site web : www.leconomistebenin.com

HOROSCOPE finance

Bélier Votre situation financière s'avérera meilleure que vous ne le pensiez. La chance vous sourira. Votre intuition ne vous trompera pas. Vous aurez les moyens de vos ambitions, et vous pourrez enfin réaliser des projets qui vous tiennent à coeur, pas seulement dans le domaine professionnel, mais en amour aussi.

Taureau Stabilité de vos finances. Avec l'appui du Soleil en bel aspect, elles se porteront de manière tout à fait satisfaisante. Les dépenses seront vite compensées par des rentrées, dont certaines sont plutôt inattendues. Vous serez convaincant dans vos négociations et transactions, faisant preuve parfois même d'un flair remarquable.

Gémeaux Vous serez tenté par l'achat d'un tas de choses inutiles mais qui vous paraissent sur l'heure indispensables. Aussi, vous aurez un peu tendance à oublier les factures en souffrance. Montrez-vous plus raisonnable afin d'éviter des complications ultérieures.

Cancer Avec cet aspect de Neptune, vos finances passeront au premier plan de vos préoccupations. Il faut dire qu'il sera grand temps de songer à la gestion de vos comptes. D'ailleurs, si vous ne vous en souciez pas, votre banquier va finir par vous rappeler à l'ordre. Comme vous avez tendance à jouer au yoyo avec votre argent, cela va vous demander un effort.

Lion Vous serez convaincant dans vos négociations et transactions, faisant preuve parfois même d'un flair remarquable. En tout cas, vous n'aurez aucun problème de trésorerie, et pourrez même venir en aide à un ami qui se trouve actuellement dans une mauvaise passe financière.

Vierge La présente configuration astrale pourra avoir des effets imprévisibles dans la mesure où Uranus est précisément la planète des événements imprévus. Reste que l'on peut deviner que votre équilibre financier sera directement tributaire des choix et décisions pris dans le passé. Seuls quelques très rares natifs du deuxième décan auront droit à une surprise, bonne ou moins réjouissante, mais qui sera sans lien avec leurs actions préalables.

Balance Vos finances seront relativement protégées par Uranus. L'heure serait davantage aux décisions. Vous vous interrogerez sur l'opportunité de proroger certains de vos placements ou de les utiliser pour un achat immobilier. Sans vous être vraiment néfaste, Neptune pourra vous empêcher d'y voir clair. Si vous avez du mal à faire la part des choses, consultez votre banquier.

Scorpion Sur le plan financier, il ne faudra pas vous laisser aller, même si les choses vous paraissent plus faciles, car toute imprévoyance ou toute négligence pourraient encore vous coûter cher.

Sagittaire En raison des bons influx astraux, ce sera le moment idéal pour vous occuper des questions matérielles : effectuer des investissements financiers, réaliser des transactions immobilières, préparer votre retraite, assurer l'avenir des vôtres, surtout celui de vos enfants. Toutes ces démarches seront grandement favorisées. Journée particulièrement faste pour les assureurs et agents de change.

Capricorne Saturne relâchera sa pression, ce qui devrait vous permettre de retrouver un meilleur équilibre budgétaire. Vous allez sortir de la période de vaches maigres, et l'amélioration de vos finances commencera à se faire sentir.

Verseau Sous l'emprise de Pluton, vous aurez une terrible envie de gagner beaucoup d'argent et vite. Vous privilégieriez donc les spéculations, aux dépens des investissements. Et la chance soutiendra vos démarches.

Poisson C'est décidé : vous allez consacrer tous vos efforts à améliorer votre situation matérielle. Vous aborderez cette journée avec de bonnes résolutions. Le tout sera de les appliquer ! Mais la planète Mercure vous soutiendra.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télessou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO

Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



AFRIQUE FORTUNE SARLU

Vivre serein dans une propriété sécurisée



**Sise à Avedji carrefour Limousine, Lomé Togo
Tel : 91068288/ 90339292**

Domaine d'intervention : Expertise juridique, gestion des successions, expertise foncière et immobilière, achat et vente d'immeubles, bâtiment et travaux publics, commerce général import-export.

Togo

Le HCRRUN évalue son programme d'aides aux orphelins

Mise en place en 2022, le programme de bourses d'études et d'aides aux enfants bénéficiaires a fait l'objet d'une évaluation à mi-parcours les 10 et 11 septembre 2024 à Lomé par le Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN).

Ces rencontres de suivi et d'échanges ont regroupé successivement les enfants orphelins élèves et étudiants ainsi que des apprentis des victimes directes des événements socio-politique malheureux de 2005. L'évaluation a permis de noter des résultats encourageants, en ce sens que les bénéficiaires ont conscience de cet accompagnement lié à leur situation et donnent le meilleur d'eux-mêmes pour réussir leur formation ou parcours académique.



Daboya, présidente du HCRRUN. « Avec ces rencontres pédagogiques et pragmatiques, le HCRRUN entend non seulement applaudir les méritants, mais aussi comprendre ceux qui éprouvent des difficultés dans leur cursus scolaire ou dans leur formation. L'objectif poursuivi est de soutenir les enfants et leurs parents à faire une utilisation efficiente des bourses et aides accordées pour une durée de cinq ans. »

« J'exprime mes encouragements aux bénéficiaires face aux résultats. Mais, beaucoup d'efforts doivent être faits aussi bien par les enfants que par les parents et tuteurs si nous voulons tirer profit des immenses sacrifices que l'État consent. J'exhorte les enfants à s'appliquer davan-

Multisport

Atelier de validation du recueil des jeux traditionnels du Togo

Ce jeudi 12 septembre 2024, un atelier de validation du recueil des jeux traditionnels du Togo s'est tenu à la salle de réunion de Kégué. Organisé par le ministère des Sports et des Loisirs, cet atelier vise à revitaliser les jeux traditionnels disparus.

Ce jeudi 12 septembre 2024, un atelier de validation du recueil des jeux traditionnels du Togo s'est tenu à la salle de réunion de Kégué. Organisé par le ministère des Sports et des Loisirs, cet atelier vise à revitaliser les jeux traditionnels disparus. En effet, cette rencontre d'une journée a réuni les membres du cabinet du ministère, les présidents des fédérations nationales de loisirs, ainsi que les directeurs centraux, régionaux et chefs de service du ministère.



« Les jeux traditionnels sont les créations d'une culture et le fruit d'une histoire particulière souvent issus d'un territoire local ou régional. Malheureusement, nous assistons de ce fait, à une disparition progressive de ces jeux en raison de leur méconnaissance par la jeune génération et de l'invasion des jeux importés. L'usage permettra de raviver la culture de toute une nation en matière d'activités ludiques et de transmettre de génération en génération ces bonnes habitudes. »

avec l'apparition des jeux modernes, des smartphones, des games... ce recueil va servir de fondement pour la culture togolaise, on aura en son intérieur des jeux que les enfants n'ont jamais connus, pratiqués, il va permettre à ce que petit à petit nous faisons une pédagogie, de formation des enfants à ces jeux anciens et leur permettre d'apprendre ce que leurs parents faisaient et ainsi les amener à une vie de convivialité. Nous sommes allés dans les cantons pour travailler avec des chefs des CDQ et ça a permis d'avoir plus d'informations sur les jeux traditionnels recueillis il y a de cela 11 ans. »

Liga

Les avantages incroyables que va offrir la Loi Mbappé au Real Madrid

La mise en place de la fameuse Loi Mbappé va donner un avantage énorme au Real Madrid par rapport à ses concurrents, le FC Barcelone en tête de liste...

Une nouvelle loi est en train d'être préparée dans la région de Madrid : la loi Mbappé. Un projet qui ne concerne pas uniquement l'attaquant tricolore et qui n'a pas été conçue spécialement pour lui, mais on lui a donné son nom pour une question de timing tout simplement, comme ce fut le cas pour la fameuse loi Beckham à l'époque. Elle prévoit ainsi des avantages fiscaux pour les grosses fortunes s'installant dans la région de Madrid ces prochaines années.



que Kylian Mbappé, comme d'autres joueurs recrutés par le Real Madrid, mais aussi par l'Atlético à l'image de Connor Gallagher ou Julian Alvarez, vont remplir sans trop de problèmes. En outre, le Bondynois et les stars recrutées par les clubs madrilènes bénéficieront de réductions fiscales et devraient payer entre 20 et 25% d'im-

ôts sur le revenu seulement, contre 45% jusqu'à maintenant. Des différences fiscales énormes Une situation qui avantage clairement les clubs de la communauté de Madrid. Comme l'indique Relevo dans un article consacré à la fiscalité des clubs espagnols,

il va désormais y avoir de grosses disparités au sein du pays ibérique à ce niveau. Effectivement, le journal indique par exemple qu'en Catalogne, les fortunes payent jusqu'à 50% d'impôts sur le revenu. Une imposition qui monte jusqu'à 54% dans la région de Valence par

exemple. En d'autres termes, une star recrutée à l'étranger par le Barça paiera plus du double d'impôts qu'une star recrutée hors-Liga par le Real Madrid. Ce sont les clubs qui payent ces charges pour les joueurs, et pour un joueur avec le même salaire net, le club catalan va ainsi

payer bien plus d'impôts que le club madrilène. Clairement un désavantage, surtout quand on connaît la situation actuelle du FC Barcelone. Autant dire que le Real Madrid va avoir encore plus de facilités à attirer des stars ces prochaines années...

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge. Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet. Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Table with 4 columns: Indicateur, Valeur, Unité, et Source. It lists various economic indicators for Togo in 2023, such as GDP, exports, and imports.

RACINES FORT 7.5%



600*
FCFA

BOUTEILLE

50cl

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A BOIRE AVEC MODERATION



BB LIGNE S.A.
LE LABEL QUALITE

www.bbline.com



*Prix de vente détail conseillé

➤ NOUVELLE FORCE DE LA NATURE ◀